

Qualité des politiques et institutions et performance économique en Afrique Subsaharienne : Une étude des cas des pays de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale

Quality of policies and institutions and economic performance in Sub-Saharan Africa: A study of the cases of the countries of the Economic and Monetary Community of Central Africa

Prud'homme Ange Beau-Gard NGUELEKOUMOU

Enseignant-chercheur

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Université de Bangui- République Centrafricaine

Laboratoire de la Macroéconomie Appliquée

Emmanuel MBETID-BESSANE

Enseignant-chercheur

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Université de Bangui- République Centrafricaine

Laboratoire de la Macroéconomie Appliquée

Date de soumission : 17/02/2024

Date d'acceptation : 08/07/2024

Pour citer cet article :

NGUELEKOUMOU P. A. B. et MBETID-BESSANE, E. (2024) «Qualité des politiques et institutions et performance économique en Afrique subsaharienne : une étude de cas des pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale », Revue Française d'Economie et de Gestion «Volume 5 : Numéro 7 » pp :233 – 248.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cette étude a pour objectif d'analyser l'impact de la qualité des politiques et institutions sur la performance macroéconomique en Afrique Subsaharienne en faisant une étude des pays de la zone CEMAC. Les résultats d'estimation économétrique montrent que les instruments des politiques macroéconomiques notamment la politique budgétaire (POB), les politiques réelles (POR) et les politiques commerciales (POC), les politiques de gestion des dettes (POGED) y compris les politiques environnementales sont significativement et positivement affectées. Les agrégats économiques se sont comportés d'une manière mitigée par rapport aux unités d'impact de la qualité des politiques et institutions dans les pays de la zone CEMAC. Ces résultats obtenus permettent de faire des recommandations des politiques macroéconomiques face à la CPIA pour consolider la gouvernance économique communautaire : (i) renforcer les instruments des politiques économiques ; (ii) renforcer la mise en œuvre des réformes structurelles ; (iii) renforcer les institutions, les réglementations et les directives pour faciliter l'intégration régionale ; (iv) intensifier la diversification économique ; (v) renforcer les capacités des institutions de gestion des dettes et aussi des investissements publics.

Mots-clés : Model VAR ; Qualité des politiques et institutions ; performance macroéconomique ; Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale ; et l'Afrique Subsaharienne.

Abstract

This study aims to analyze the impact of the quality of policies and institutions on macroeconomic performance in Sub-Saharan Africa by studying the countries of the CEMAC zone. The econometric estimation results show that macroeconomic policy instruments including budgetary policy (POB), real policies (POR) and trade policies (POC), debt management policies (POGED) including environmental policies are significantly and positively affected. The economic aggregates are behaved in a mixed manner by the impact units of the quality of policies and institutions in the countries of the CEMAC zone. These results obtained support making macroeconomic policy recommendations to the CPIA to consolidate community economic governance: (i) Strengthen economic policy instruments; (ii) strengthen the implementation of structural reforms; (iii) Strengthen institutions, regulations and directives to facilitate regional integration; (iv) intensify economic diversification; and (v) strengthen the capacities of debt management institutions and also public investments.

Keywords: Model VAR; Quality of policies and institutions; macroeconomic performance; Central African Economic and Monetary Community; and Sub-Saharan Africa.

Introduction

A l'ère de mondialisation et de la globalisation financière, la question de qualité des politiques et institutions (CPIA) et la performance macroéconomique se trouve au centre d'inertie de recherche et des réformes économiques et financières. Le concept dynamique de gouvernance ou la qualité des politiques et institutions depuis sa première prise en compte par les économistes de la nouvelle économie institutionnelle et surtout dans les analyses multidimensionnelles des politiques publiques, est une appréhension des images configuratrices de conduite des politiques économiques, sociales, environnementales et institutionnelles de tous les pays du monde.

L'évaluation des politiques et des institutions est un outil de diagnostic annuel portant sur les pays d'Afrique subsaharienne éligibles au financement de l'Association Internationale de Développement (IDA), l'institution de la Banque Mondiale chargée d'aider les pays les plus pauvres. L'analyse des liens entre la CPIA et la performance économique a été affinée par des groupes de chercheurs et surtout par la Banque Mondiale à travers les différents piliers des politiques publiques qui ont permis de mesurer leurs impacts sur les différentes politiques mises en œuvre dans le pays (Yifu et Nugent, 1995; Valeriani et Peluso, 2011).

Dans la même sphère, plusieurs études de la Banque Mondiale stipulent que la CPIA a des impacts sur la caractérisation des politiques économiques, sociales, environnementales, de gestion des dettes, de la justice et des droits humains y compris la mesure du niveau des réformes engagées, de l'intégration et du commerce international. En effet, la CPIA attribue une note à chaque pays, ainsi qu'une note globale pour la région, sur une échelle de 1 à 6 dans quatre domaines : la gestion économique, les politiques structurelles, les politiques favorisant l'inclusion sociale et l'équité, ainsi que la gestion et les institutions du secteur public. Les résultats permettent d'informer les gouvernements de l'impact des efforts de chacun des pays à l'appui d'une croissance inclusive et de la réduction de la pauvreté (Banque Mondiale, 2023).

Les résultats de l'étude du Programme des Nations-Unies pour le Développement montrent qu'il existe un lien entre la CPIA et la coordination des politiques budgétaires et aussi des politiques sociales, c'est-à-dire la sensibilité de coordonner les politiques économiques et les réformes administratives dans le cadre de la gestion des affaires d'un pays à tous les niveaux pourrait impacter l'améliorer des conditions de vies socio-économiques qui pourraient engendrer la performance globale de ladite communauté. Les résultats de ladite étude englobent tous les mécanismes et les processus par lesquels les citoyens et les groupes articulent leurs intérêts, exercent leurs droits, assument leurs obligations, règlent leurs différends et mesurent

l'impact de la CPIA sur la croissance économique, le développement social, la gestion de l'environnement et la stabilité macro-budgétaire avec la maîtrise des dettes (PNUD, 2022). Pour analyser systématiquement notre thématique nous nous posons la question de savoir quels sont les impacts de la qualité des politiques et institutions sur la performance économique dans les pays membres de la CEMAC ?

Pour obtenir des résultats dévolus à cette étude, le modèle des données de panel, notamment le modèle VAR de Sims (1980) dans le cadre des travaux de recherche sur la cause et l'effet en macroéconomie (Beck et Levine, 2003) a été utilisé. Nos variables utilisées sont des indicateurs composites et la variable dépendante choisie était le ratio entre la qualité des politiques et institutions (CPIA) de l'année N et l'année N-1 et les variables indépendantes sont les politiques budgétaires (POB), les politiques monétaires (POM), les politiques commerciales (POC), les politiques de réformes structurelles (PORES), les politique de l'intégration régionale (POLIR), les politique de gestion des dettes (POGED), les politiques sociales (POS) et les politiques environnementales (POLEN).

Les expressions théoriques du modèle sont :

$$Y = f(X_1, \dots, X_p) + u$$

$$f(X_1, \dots, X_p) = b_1 X_1 + \dots + b_p X_p$$

$$Y = (X_1, \dots, X_p) \begin{pmatrix} b_1 \\ \vdots \\ b_p \end{pmatrix} + u = Xb + u$$

Avec

$$\widehat{\rho_u^2} = \frac{1}{NP-P} \sum_{i=1}^N \sum_{t=1}^T \widehat{u_{it}^2} = \begin{pmatrix} \widehat{Vb_1} & \dots & \widehat{Cov(b_1, \widehat{b_2})} \\ \vdots & \ddots & \vdots \\ \widehat{Cov(b_1, \widehat{b_p})} & \dots & \widehat{Vb_p} \end{pmatrix} \begin{pmatrix} \widehat{V(b_1)} \\ \vdots \\ \widehat{V(b_p)} \end{pmatrix}$$

Le modèle devient :

$$\begin{aligned} \text{CPIA}_{i,t} = & \varphi_0 + \varphi_1 \text{POB}_{i,t-1} + \varphi_2 \text{POR}_{i,t-1} + \varphi_3 \text{POM}_{i,t-1} + \varphi_4 \text{POC}_{i,t-1} \\ & + \varphi_5 \text{PORES}_{i,t-1} + \varphi_6 \text{POLIR}_{i,t-1} + \varphi_7 \text{POGED}_{i,t-1} + \varphi_8 \text{POS}_{i,t-1} \\ & + \varphi_9 \text{POLEN}_{i,t-1} + \epsilon_{i,t-1} \end{aligned}$$

i= 6 est le nombre de pays de la CEMAC;

t= 1987 à 2019, est la période de l'étude.

Pour estimer notre modèle, nous avons utilisé la méthode des Moindres Carrés Généralisés (MCG). Celle-ci représente la matrice de covariance, scalaire qui est due à l'absence de corrélation entre les individus à toute date, et entre les différentes dates pour tous les individus.

D'après le théorème de Gauss-Markov, le meilleur estimateur sans biais linéaire en y est donné par la méthode des Moindres Carrés Généralisés, définie par :

$$\hat{\mu} = (DX'DX)^{-1}DX'DY = \left(\begin{pmatrix} X_1 & \cdots & 0 \\ \vdots & \ddots & \vdots \\ 0 & \cdots & X_p \end{pmatrix} \right) \begin{pmatrix} Y_1 \\ \vdots \\ Y_p \end{pmatrix}$$

Notre article est structuré en quatre points : la revue de la littérature, l'analyse empirique, les résultats et discussion suivis de la conclusion.

1. Revue de la littérature

Perkins, Radelet et Lindauer (2006) exposent que la croissance économique consiste en une augmentation des biens et des services sur le front large de l'économie, suivie d'une augmentation du revenu par habitant. Ceci est encore élaboré par Osinubi (2005) selon lequel une telle variation de la production devrait afficher des volumes plus importants au cours de l'année par rapport à la précédente.

Kuznets (1971) le rend plus complet en déclarant qu'il doit s'agir d'un accroissement à long terme de la capacité nationale, idéologique, institutionnelle, industrielle et technologique pour ravitailler les biens et services économiques variés pour la population. Cette croissance soutenue par l'augmentation de la production pourrait être le résultat de la gouvernance économique et donc de la façon à laquelle les autorités publiques gèrent les instruments des politiques économiques qui impactent positivement et significativement la performance macroéconomique.

La plupart des manuels de théorie économique, d'histoire de la pensée économique et d'histoire des faits économiques font remonter les origines de la croissance à la première révolution industrielle. Initié en 1776 par Adam Smith (vertus de la division du travail), à partir du 19^{ème} siècle, le thème de la croissance réapparaîtra dans les travaux de Malthus, Ricardo et Marx. Cependant, il faudra attendre entre 17^{ème} au 20^{ème} siècle pour que les modèles théoriques de la croissance connaissent un véritable progrès (Smith, 1776).

Les modèles postkeynésiens « Harrod-Domar » et les modèles néoclassiques « Solow » ont introduit un véritable débat sur une croissance équilibrée. La croissance a connu un nouvel essor, depuis les années 70-80, sous l'impulsion des théoriciens de la régulation et de la croissance endogène. A partir des années 1980-2000, ces théories sont développées par certains chercheurs qui voient l'un des déterminants importants de la croissance, notamment les composantes institutionnelles.

Des analyses systémiques ont mis en œuvre la caractéristique de la gouvernance qui impulse sur la prouesse économique y compris les variables environnementales. Des institutions et certaines organisations internationales ont créé de programme de réformes économiques et financières afin de permettre de coordonner les projets/programmes de développement et de l'intégration régionale (Aoun, 2006 ; CEMAC, 2020).

2. Analyses empiriques

Mauro (1995) a sur le plan théorique permis de remettre au centre des débats la question de qualité des politiques et institutions et la performance économique, qui englobe son impact sur les politiques macroéconomiques en lien avec le volet des politiques du secteur réel, du secteur de la balance des paiements, du secteur monétaire et des finances publiques y compris la gestion des dettes et de l'environnement. En effet, cet auteur en arrive à la conclusion que la qualité des politiques et institutions permet d'atteindre les objectifs assignés au développement intégré et intégral des entreprises. Celle-ci devrait impulser le développement du marché international, l'un des résultats époustouffants des effets de la qualité des politiques et institutions sur les politiques de l'intégration et les réformes structurelles. Ainsi les travaux fécondateurs de cet auteur s'inscrivaient-ils dans la ligne de démarcation de la nouvelle économie institutionnelle et de la nouvelle économie des marchés hybrides où les pensées économiques et les théories des politiques et institutions sont analysées dans un parallélisme dynamique (Williamson, 1994 ; Pistor, Wellons, Sachs et Scott, 1998).

Les travaux sur les politiques de la gouvernance sociale en lien avec l'analyse du comportement du capital humain regroupant des valeurs fondamentales factuelles relativement aux facteurs différentiels sociaux face à la qualité des politiques et institutions, montrent que les conditions descentes et l'accès à la santé et l'éducation suivent une optique d'importance qui résulte des dividendes de gestion des politiques publiques et surtout la qualité à laquelle les autorités poinçonnent les décisions. Ces travaux stipulent que les choix des politiques publiques sont guidés par leurs perceptions, c'est-à-dire la manière dont l'esprit interprète les informations qu'ils reçoivent et si l'asymétrie informationnelle est élaguée sur le marché alors la qualité des politiques et institutions permet une bonne planification de gestion des politiques publiques en matière de gestion budgétaire, de l'intégration régionale et aussi des politiques sociales. Dans la même dynamique, ces travaux de recherche plaident pour la mise en place d'une théorie du changement économique qui intégrerait des théories du changement relatif à la démographie, au stock de connaissances et aux institutions (Chinn et Ito, 2006; Emetriades et Law, 2006).

Au début de la décennie 90, le concept de la « qualité des politiques et institutions et voire même la bonne gouvernance » est adopté par la Banque Mondiale et certaines organisations internationales. Cette cooptation authentifie de la solennité progressive de l'économie institutionnelle dans les politiques de développement proposées par les institutions. De prime et bord, la qualité des politiques et institutions n'est plus un changement élémentaire en vue de prendre un objectif intrépide, c'est muter une mission à aboutir. Pour la Banque Mondiale, la maîtrise des politiques publiques notamment les politiques budgétaires, les politiques monétaires, les politiques commerciales, les politiques de gestion des dettes et autres ne sont pas seulement le fait de la dotation en facteurs, elle est également le fruit différentiel de qualité des politiques et institutions, l'une des composantes de l'économie institutionnelle. Les travaux de la Banque Mondiale dans cette lorgne stipulent que la qualité des politiques et institutions permet de fournir à tout État la capacité de booster les institutions à favoriser la coordination des politiques macroéconomiques et sociales et aussi la gestion de l'environnement (Knack et Keefer, 1995 ; Banque Mondiale, 2023).

Les travaux des chercheurs contemporains ont prouvé qu'il y a une forte corrélation positive entre la qualité des politiques et institutions et la coordination des politiques macroéconomiques et environnementales. Ceux-ci montrent par la même occasion que la qualité des politiques et institutions exerce un effet positif sur la gestion des politiques budgétaire, monétaire, commerciale et de gestion des dettes (Aron, 2000; Acemoglu, Johnson et Robinson, 2001 ; Ahlin et Pang, 2008 ; Hasan, Wachtel, et Zhou, 2009). Ces auteurs ont utilisé des régressions de croissance en coupes transversales et des indices des droits civils et politiques macroéconomiques pour modéliser leurs problèmes. Les résultats obtenus suggèrent un impact direct de l'indice sur l'amélioration de la politique macroéconomique favorisant la croissance et aussi la stabilité macroéconomique. Ahlin et Pang (2008), Nawaz (2014), Rodrik, Subramanian et Trebbi (2004) ont prouvé l'existence de corrélations positives entre la qualité des politiques et institutions et des politiques économiques favorisant le développement économique et social en assurant une stabilité macro-budgétaire et le respect des règles générales des jeux et des enjeux relatifs à la transparence et à la responsabilité. En utilisant des données de panel sur la période 1960-90 à travers un modèle de Solow (1956) et des indices des droits politiques, incombant aux contenus des substances distillées par la qualité des politiques et institutions mesurant sa portée sur les chaînes de politique publique et surtout sur les effets que peuvent imputer les agrégats économiques et sociaux, leurs travaux dans sa forme moderne stipulent que le niveau moyen de la démocratie, l'une des substances fines de la qualité

des politiques et institutions, favorise la coordination des politiques économiques particulièrement celle des politiques réelles, des finances publiques et de la balance des paiements y compris des politiques sociales (Barro, 1996; Beck et Levine, 2003).

Globalement, les travaux de recherche sur l'impact de la qualité des politiques et institutions sur la performance macroéconomique est une aubaine non seulement pour les organisations internationales mais aussi pour les organisations régionales. Il est extrêmement urgent d'arpenter les impacts de la qualité des politiques et institutions sur la performance macroéconomique afin de prendre des décisions des politiques publiques qui s'imposent. Ainsi, l'objectif de cette étude est d'analyser l'impact de la qualité des politiques et institutions sur la performance économique des pays membres de la CEMAC.

3. Résultats et discussions

3.1. Test de stationnarité

Il est question ici de vérifier l'invariance des séries dans le temps à travers l'existence de racines unitaires étant donné qu'on souhaite étudier les variables sous forme autorégressive vectorielle. Les résultats obtenus des tests de stationnarité ou des tests de Dickey-Fuller stipulent que certaines variables sont stationnaires. Mais la politique commerciale (PEC), la politique de gestion des dettes (POGED) et la politique environnementale (POLEN) ne sont pas stationnaires. C'est dans cette pelote que nous avons fait leurs différences premières qui ont conduit à leurs stationnarités. Dans les mêmes convocations, les conséquences des tests de stationnarité montrent que les $Prob(t\text{-statistic}) < Prob^*$ d'où on rejette H_0 pour chaque série, par conséquent les séries étudiées sont stationnaires. Ces résultats sont identiques avec ceux obtenus par les travaux de Yifu et Nugent (1995) et ceux de la Banque Mondiale en 2023 dans le cadre de l'élaboration du suivi de CPIA des Pays à faible revenu. En comparaison avec la configuration différente des résultats (Valeriani et Peluso, 2011), nous avons noté un différentiel par rapport à nos résultats qui pourraient être liés à l'architecture économique des pays de la CEMAC.

3.2. Test de significativité

Les résultats obtenus au tableau ci-dessous stipulent que les variables politique budgétaire (POB), politique commerciale (PEC) et politiques réelles (POR) ont une influence positive et significative sur la variable dépendante CPIA car la probabilité critique associée est inférieure à 5% ($t\text{-statistic} > 1,96$).

Le modèle est globalement significatif car la valeur de Prob (F-statistic) est inférieure à 5%. Les résultats obtenus se situant à l'aune des résultats obtenus par la Banque Mondiale en 2023 dans le cadre de l'analyse de la qualité des politiques et institutions sur la performance économique des pays de la CEMAC sont presque identiques.

Les travaux de recherche de Valeriani et Peluso (2011), Pistor, Wellons, Sachs et Scott (1998) et Mauro (1995) ont prouvé qu'il y a une forte corrélation positive entre la gouvernance, une des composantes de qualité des politiques et institutions et les instruments de la politique économique.

Tableau 1 : Résultats des tests de significativité

Component	Jarque-Bera	df	Prob.
POB	120.19045	10	0.0211
POR	84.90012	10	0.0077
POM	19.83601	10	0.0001
POC	91.0083	10	0.0040
PORES	34.00752	10	0.0022
POLIR	19.56732	10	0.009
POGED	33.00965	10	0.0102
POS	2.29001	10	0.0084
POLEN	2.09001	10	0.0007
Joint	590.0032	190	0.0003

Source : Base des données de WDI de la Banque Mondiale

Ils montrent par la même occasion que la gouvernance dont les substances sont liées à la qualité des politiques et institutions exerce un effet positif sur les politiques réelles, les politiques budgétaires, les politiques monétaires et autres. Ces résultats sont presque similaires aux résultats de notre étude, sauf les impacts au niveau des variables car dans nos travaux, nous avons considéré nos indicateurs comme les instruments des politiques macroéconomiques, sociaux et environnementaux contrairement à leurs travaux de recherche.

Les travaux de recherche de Kormendi et Meguire (1985) et Scully (1988) avec utilisation des régressions de croissance en coupes transversales et les indices des droits civils et politiques suggèrent un impact direct de l'indice sur l'amélioration de la croissance et donc la performance macroéconomique. Dans la même foulée, les résultats des études faites par Helliwell (1994), Feng (1997-2003) et Muller (1997) fournissent des tableaux mitigés et ambigus relativement aux résultats obtenus dans le cadre de notre étude.

3.3. Test de normalité de Durbin-Watson

Le tableau 9 donne les résultats des tests d'autocorrélation des erreurs de Dw. Ces résultats stipulent que DW est compris entre 0 et 4, cela démontre que pour toutes les séries étudiées sont caractérisées par une absence d'autocorrélation.

Nous avons constaté que les résultats obtenus sont mitigés en comparaison avec les résultats des travaux de recherche de Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2004); Kormendi et Meguire (1985) et Scully (1988) selon les valeurs tabulées de DW. Mais il y a une synergie entre ceux obtenus dans le cadre de l'analyse des impacts de la qualité des politiques et institutions et la performance macroéconomique pour les pays d'Afrique Subsaharienne par la Banque Mondiale en 2023.

3.4. Tests de spécification de panel sur STATA

Tableau 2: Test de Fisher

CPIA	Coef.	Std.Err.	t	P> t	[95% Conf.Interval]	
POB	-17.3256	99.0965	-5.79	0.002	-15.8754	-28.0986
POR	-3.1109	64.9031	2.72	0.001	18.1685	73.0087
POM	2.1198	0.1879	1.77	0.007	-0.0090	0.1987
POC	-4.2867	5.0976	-3.11	0.006	-10.0165	3.7754
PORES	9.01986	3.1982	2.88	0.001	-2.9965	-7.2341
POLIR	71.2017	82.7450	1.83	0.002	-14.1361	77.1128
POGED	5.8731	10.4301	0.09	0.004	-0.0435	0.4123
POS	8.0678	11.7604	0.11	0.011	0.0823	0.2721
POLEN	-34.7809	45.0902	0.02	0.013	0.0011	0.2153
				F(2,10)	= 116.8	
Corr(u_i,Xb)=0,9832				Prob >F	= 0.0001	

Sources: Données de WDI de la Banque Mondiale, de la BEAC et PNUD

Les résultats du test de Fisher stipulent que toutes les p-values notamment :

p-value(POB)=0.002 ; p-value(POR)=0.001 ; p-value(POM)=0.006 ;

p-value(POC)=0.001 ; p-value(PORES)=0.002 ; p-value(POLIR)=0.004 ;

p-value(POGED)=0.011 ; p-value(POS)=0.013 ; et p-value(POLEN)=0.0011

sont toutes inférieures à 5% d'où les coefficients des indicateurs sont identiques. Ces résultats sont similaires aux résultats obtenus par les travaux de recherche de Valeriani et Peluso (2011), Pistor, Wellons, Sachs et Scott (1998) et Mauro (1995) mais ils ne confirment pas les résultats de Kraay et Mastruzzi (2004) et de Kormendi et Meguire (1985).

3.5. Test de Breusch et Pagan (LM-test)

Considérons les modèles suivants (Doyle, 2000) :

$$Y_{it} = \alpha + X_{it}b + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

$$Y_{it} = \alpha + X_{it}b + \alpha_j + \varepsilon_{it} \quad (3)$$

Le test d'hypothèse s'écrit :

- H_0 : Absence d'effets (module1) ; et
- H_1 : Présence d'effets aléatoires (modèle 3).

On effectue un test de multiplicateur de Lagrange.

Les résultats du test Breusch et Pagan remettent en cause l'hypothèse nulle formulée. D'après les règles de décisions, nous invalidons la contrainte si $F_c \geq \chi^2_{a;p}$ car toutes les probabilités associées à la statistique calculée sont inférieures à 5%.

Tableau3 : Résultat du test de Breusch et Pagan

CPIA	Coef.	Std.Err.	z	P> z	[95% Conf.Interval]	
POB	-7.0012	81.1176	-2.10	0.000	-11.4423	-12.6543
POR	-4.0452	29.9865	0.98	0.001	14.3549	45.0976
POM	0.0459	0.0165	0.89	0.002	-0.0009	0.00134
POC	-5.1178	3.2102	-0.35	0.000	-9.2144	0.10654
PORES	1.8756	1.7654	0.21	0.000	-0.0987	-2.1299
POLIR	31.9765	42.7732	0.06	0.009	-10.1226	37.0976
POGED	0.1983	0.100964	0.09	0.002	-0.00922	0.0659
POS						
POLEN						
_cons	-163.02311	62,8875	-0.89	0.001	-245.1985	-18.7765
Sigma_u	163.976	(fraction of variance due to u_i)				
Sigma_e	76.762					
Rho	.051246					
Random effects u_i ~ Gaussian				Wald Chi-2(8) = 59,62		
Corr(u_i,X) = à (assumed)				Prob>Chi-2 = 0.0000		

Sources: Données de WDI de la Banque Mondiale, de la BEAC et PNUD

Dans notre cas, les règles de décisions nous amènent à rejeter l'hypothèse nulle ou invalider la contrainte si $F_c \geq \chi^2_{a;p}$ car toutes les probabilités associées à la statistique calculée sont inférieures à 5%. Nous constatons une similitude entre nos résultats et ceux obtenus par Kraay et Mastruzzi (2004) et Kormendi et Meguire (1985) contrairement aux résultats de Valeriani et Peluso (2011) et de Sachs et Scott (1998).

3.6. Tests de Hausman

Le test de spécification de Hausman (1978) est un test général qui peut s'appliquer à de nombreux problèmes de spécification en économétrie. Mais son application la plus répandue est celle des tests de

spécification des effets individuels en panel. Il sert ainsi à discriminer les effets fixes et aléatoires (Doucoure, 2008).

- H_0 : Présence d'effets aléatoires ;
- H_1 : Présence d'effets fixes.

La statistique du test de Hausman appliquée au test de spécification des effets individuels est la suivante :

$$H = (\hat{\beta}_{MGC} - \hat{\beta}_W)' \left[\text{var}((\hat{\beta}_{MGC} - \hat{\beta}_W)) \right]^{-1} (\hat{\beta}_{MGC} - \hat{\beta}_W)$$

Sous l'hypothèse nulle H_0 , la Statistique H suit asymptotiquement (N tend vers l'infinie) une loi de Khi-Deux à k degrés de liberté. On accepte l'hypothèse nulle de présence d'effets aléatoires si la statistique H est inférieure à la valeur lue sur la table du Khi-2.

Tableau 4 : Résultat du test de Hausman

Coefficients			
	Fixed	Random	
Log(Cons)	Effects	Effects	Difference
Log(QUATINST)	4.3290103	4.7800216	-.560956
Prob>chi2 = 0.0173			

Sources: Données de BEAC, transparency international et PNUD

Les résultats obtenus dans le tableau ci-dessus présentent la présence d'effets aléatoires. En somme, le modèle à effets aléatoires est probablement le plus approprié pour dégager les formes allusives des comportements globaux des agrégats macroéconomiques face à la qualité des institutions et aussi à la gouvernance. Les résultats de Valeriani et Peluso (2011) montrent des configurations différentes de nos résultats mais nous avons noté une similarité entre les résultats que nous avons eus et ceux de Sachs et Scott (1998).

3.7. Détermination du retard Optimal de l'étude

Étant donné le caractère vectoriel de l'étude, il est nécessaire de déterminer le retard optimal permettant de voir la dynamique des variables entre elles. Les critères d'informations au regard du tableau ci-dessous indiquent le retard 2 comme retard optimal.

Tableau 5 : Résultats de détermination du retard optimal

lag	LL	LR	df	p	FPE	AIC	HQIC	SBIC
0				-130.702	4773.88	19.8146	19.7807	20.1797
1	-77.1968	107.01	16	0.000	28.2692	14.4567	14.3553	15.5522
2	-27.1501	100.09*	16	0.000	.736474*	9.59288*	9.42386*	11.4188

Source : Estimé à partir des données de WDI de la Banque Mondiale

3.8. Test de co-intégration de Johannsen

Le test de la trace dans le tableau ci-dessous indique qu'il n'existe aucune relation de co-intégration entre les variables. On conclut que la modélisation VAR avec les variables en différence première est adéquate pour cette étude. Dans les travaux de Valeriani et Peluso (2011), nous avons constaté que non seulement les résultats de leurs tests sont différents mais aussi, sont fondamentalement opposés aux résultats des travaux de recherche de Sachs et Scott (1998).

Tableau 6 : Résultats du test de la trace

Relation de co-intégrations	Parms	LL	Eigenvalue	Trace	Valeur critique (5%)
0 relation	12	-83.265579	.	22.3660*	29.68
1 relation	17	-77.880726	0.53665	11.5963	15.41
2 relations	20	-73.09602	0.49517	2.0269	3.76
3 relations	21	-72.082589	0.13478		

Sources: Données de BEAC, transparency international et PNUD

La détermination des résultats de la trace présente des résultats similaires en lien avec les travaux de recherche, les résultats de chercheurs comme les nôtres stipulent qu'il n'existe pas des situations indécises. Bien que les limites ne sont similaires pour des raisons relatives à la caractéristique de leurs études. On conclut que la modélisation VAR avec les variables en différence première est adéquate et proxy-capable pour cette étude

Tableau 7: Estimation économétrique

Variation	Coefficient	Std. Error	T-statistic	Prob.
C	-122.00029	53.003962	1.900203	0.0007
POB	902.00122	36.110893	4.490201	0.0011
POR	203.88045	0.7051955	0.889040	0.0086
POM	61.45767	0.1100478	0.439052	0.0201
POC	157.67901	0.2900473	0.010958	0.0109
PORES	10.904536	10.000185	0.330956	0.0066
POLIR	-0.945662	0.7709482	0.590034	0.0074
POGED	-90.70733	10.880476	0.904577	0.0013
POS	26.10959	1.0095845	0.890045	0.0901
POLEN	-22.10385	12.003953	2.890569	0.0308
R-squared	0.985839	Mean dependent var		4.797423

Adjusted R-squared	0.908721	S.D. dependent var	22.098422
S.E of regression	23.120722	Akaike info criterion	11.990483
Sum squared resid	704.205598	Schwarz criterion	9.229674
Durbin-Watson stat	2.010486	J-statistic	0.011002
Instrument rank	10		

Sources: Données de BEAC, transparency international et PNUD

Le modèle est globalement significatif à 98,58%. La politique budgétaire explique positivement et significativement l'effet de la qualité des politiques et institutions sur la performance macroéconomique, c'est-à-dire pour une unité d'effet, il faut nécessairement 902,001 points de la qualité des politiques et institutions imputée aux réformes institutionnelles qui prouvent être en lien avec une gestion saine des recettes budgétaires et qui traduisent aussi l'augmentation des ressources domestiques par les canaux des douanes, des impôts et autres taxes. Dans la même dynamique, on note les efforts positifs notamment à la fonction de réaction des bailleurs dans le financement des projets/programmes par les canaux des Dons projets/programmes et aussi aux appuis budgétaires inscrits sur plusieurs réformes économiques et financières engagées par les pays de la CEMAC et les Partenaires Techniques et Financiers. Cette situation est suivie d'une unité de 203.88 points des politiques réelles, de 157,68 points des politiques commerciales. Dans le cas échéant, on note des effets contraires provoqués par la qualité des politiques et institutions sur certaines variables, notamment de 90,71 points des politiques de gestion des dettes, suivies 22,10 points des politiques environnementales, qui constituent des véritables problèmes de gouvernance des services des dettes et y compris le plan de gestion de l'environnement dans la zone CEMAC. Dans la même dynamique, nous avons constaté que les résultats de l'estimation économétrique sont identiques aux résultats obtenus par les travaux de recherche de Valeriani et Peluso (2011), de Sachs et Scott (1998) et de Beck et Levine(2003). Mais nos résultats ne confirment pas les résultats des travaux de Doyle(2000), Acemoglu (2001) et Hasan, Wachtel et Zhou (2009).

Conclusion

La présente analyse a montré que la qualité des institutions améliore la fonction des mobilisations des ressources domestiques et cela résulte du fait que la politique budgétaire, les politiques réelles et commerciales expérimentent une phase tendancielle de rigueur. Dans la même dynamique, les pays de la CEMAC devraient accentuer les grandes réformes afin de leur permettre de booster une stabilité macroéconomique en prenant des mesures quantitatives relativement aux réformes structurelles et la maîtrise de la stabilité des prix qui constitue la

première cible de la politique monétaire, de renforcer les politiques et les stratégies pour faciliter l'intégration régionale avec un penchant vers la gestion optimale des questions de l'environnement y compris la gestion des dettes. Il est très important à court et à long terme de commencer par des mesures rigoureuses tendant à faciliter la bonne gouvernance, la transparence dans la gestion orthodoxe des fonds publics.

En somme, les résultats obtenus permettent de faire des recommandations de politiques économiques suivantes : (i) renforcer la politique macro-budgétaire pour augmenter la mobilisation des ressources domestiques ; (ii) renforcer les politiques économiques et stratégies de développement dans le domaine de réformes structurelles ; (iii) renforcer les institutions de réglementations et les directives tendant à promouvoir les politiques de l'intégration régionale; (iv) renforcer les politiques de gestion de l'environnement et les alertes précoces; (v) intensifier la diversification économique ; et (vi) renforcer les capacités des institutions de gestion des dettes et des investissements publics.

Références bibliographiques

1. **YIFU, F. & NUDENT, J. B. (1995)**, "Chapter 38 Institutions and Economic Development". In B. Jere and T. N. Srinivasan (eds.) Handbook of Development Economics 3(32) pp. 2301-2370,
2. **VALERIANI, E. & PELUSO, S. (2011)**, "The Impact of Institutional Quality on Economic Growth and Development: An Empirical Study". The Journal of Knowledge Management, Economics and Information Technology, 6(20) 274-299.
3. **PISTOR K., WELLONS, P. A., SACHS J. D. & SCOTT H. S. (1998)**, The Role of Law and Legal Institutions in Asian Economic Development, Oxford University Press, 11(18)1966-1995,
4. **MAURO, P. (1995)**, "Corruption and Growth", Quarterly Journal of Economics, 110(19)681-712
5. **CHINN, M. & ITO, H. (2006)**, "What Matters for Financial Development? Capital Controls, institutions, and Interactions," Journal of Development Economics, 81(23)163- 92.
6. **KNACK, S. & KEEFER, P. (1995)**, "Institutions and Economic Performance: Cross country Tests Using Alternative Institutional Measures", Economics and Politics 7(42)207-227.
7. **HASAN, I. & ZHOU M. (2009)**, "Institutional development, financial deepening and economic growth: Evidence from China", Journal of Banking and Finance,

8. **RODRIK, D., SUBRAMANIAN, A. & TREBBI, F. (2004)**, "Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Integration and Geography in Economic Development", *Journal of Economic Growth*, 9(24)131-165.
9. **ACEMOGLU D., JOHNSON, S. & ROBINSON, J. (2001)**. "Reversal of Fortune: Geography And Institutions in the Making of the Modern World Income Distribution." *National Bureau Of Economic Research Working Papers* 8460(21)33-189.
10. **AHLIN, C. & PANG, J. (2008)**, "Are financial development and corruption control substitutes In promoting growth?," *Journal of Development Economics*.
11. **BECK, T. & LEVINE, R. (2003)**. "Legal institutions and financial development," *Policy Research Working Paper Series*, The World Bank.
12. **DOUCOURE, B. (2008)**. *Méthodes économétriques et travaux pratiques*. Université Cheick Anta Diop, Dakar.
13. **DOYLE, M. (2000)**, *International Peace building: A Theoretical and Quantitative Analysis*, *American Political Science Review*,
14. **SOLOW, R. (1956)**, "A contribution to the theory of economic growth", *Quarterly Journal of economics*.
15. **SMITH, A. (1776)**., ''Recherche sur la nature et les causes de la riche des nations".
16. **HARROD, F. R. & DOMAR, E. (1930)**, *Une alternative à la croissance*, Royaume-Uni.
17. **AOUN, M. C.(2006)**, « Impact de la rente pétrolière sur les économies des pays exportateurs de pétrole », France.
18. **KUZNET, S. (1971)**, *Analyse des inégalités économiques*, Etats-Unis.